

### Questions au Feuilleton

pour qu'ils se perfectionnent dans l'enseignement des langues et, dans l'affirmative et dans chaque cas, combien et de quel montant?

**L'hon. John Roberts (secrétaire d'État):** Le ministère du Secrétariat d'État: En vertu du Programme de bourses pour les professeurs, établi dans le cadre de l'entente fédérale-provinciale sur le bilinguisme en éducation, des contributions sont versées aux provinces en vue de permettre à des professeurs qui enseignent la langue seconde officielle ou dispensent leur enseignement dans la langue officielle de la minorité de suivre des cours de courte durée afin de parfaire leur formation. Des bourses sont accordées aux professeurs par les provinces en fonction de leurs priorités dans le domaine du bilinguisme en éducation. Les tableaux ci-joints indiquent les montants versés à chaque province par le gouvernement fédéral depuis l'adoption de ce programme au cours de l'année financière 1972-1973. Étant donné que la langue maternelle des professeurs n'entre pas en ligne de compte dans l'octroi des bourses, il n'existe pas de statistiques à ce sujet.

Province	Bourses aux enseignants				
	Bourses permettant aux enseignants de langue seconde et aux enseignants qui dispensent leur enseignement dans la langue de la minorité, de suivre des cours de courte durée afin de parfaire leur formation				
	Sommes versées annuellement à chaque province				
	Année financière				
	1972-1973	1973-1974	1974-1975	1975-1976	1976-1977
Terre-Neuve	18,200	22,200	31,343	35,934	45,708
Île-du-Prince-Édouard	4,470	5,682	7,255	9,920	15,192
Nouvelle-Écosse	34,261	39,576	65,298	52,155	78,417
Nouveau-Brunswick	14,300	48,200	47,354	57,370	85,298
Québec	5,200	88,538	385,505	406,902	412,044
Ontario	79,990	402,200	592,662	510,929	702,605
Manitoba	7,560	12,075	18,586	24,780	91,080
Saskatchewan	13,350	18,900	27,750	35,850	37,450
Alberta	22,255	36,670	68,971	72,041	137,875
Colombie-Britannique	—	26,000	124,417	126,755	217,327
<b>Total pour l'ensemble du pays</b>	<b>199,586</b>	<b>700,041</b>	<b>1,369,141</b>	<b>1,332,636</b>	<b>1,822,996</b>
<b>Total cumulatif pour l'ensemble du pays</b>	<b>199,586</b>	<b>899,627</b>	<b>2,268,768</b>	<b>3,601,404</b>	<b>5,424,400</b>

### LE PROGRAMME DE SUBVENTIONS—CONSOMMATEURS

#### Question n° 2789—M. Jones:

1. Combien d'associations bénévoles locales, qui offrent divers services d'information, de formation et de consultation aux consommateurs, ont demandé des subventions dans le cadre du programme de subventions-consommateurs du ministère de la Consommation et des Corporations?

2. Parmi les treize subventions accordées, Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba ou la Saskatchewan en ont-ils reçues et, dans la négative, pourquoi?

3. A-t-on annoncé ce programme et, dans l'affirmative, a) sous quelle forme, b) l'a-t-on fait dans la région de Moncton?

4. Des associations bénévoles de la circonscription de Moncton ont-elles présenté une demande?

**L'hon. A. C. Abbott (ministre de la Consommation et des Corporations):** 1. Consommation et Corporations Canada est

[M. Jones.]

en contact régulier avec les associations bénévoles de consommateurs par l'intermédiaire de ses bureaux régionaux et de district. Outre des demandes officielles de subventions en vertu du programme de subventions-consommateurs, il y a de la sorte de nombreuses demandes non officielles ayant trait à la possibilité d'obtenir une aide financière du ministère. Le nombre de ces dernières n'a pas été chiffré au cours de l'exercice 1976-1977, des demandes officielles de subventions ont été reçues de soixante-dix associations locales.

2. Le ministère présume que cette question concerne les associations bénévoles situées dans les provinces de Terre-Neuve, de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick, du Manitoba et de la Saskatchewan et non les provinces elles-mêmes, puisqu'aucune subvention n'est accordée à un gouvernement provincial par le ministère de la Consommation et des Corporations. Le ministère présume en outre que cette question se rapporte à un communiqué de presse daté du 9 mai 1977 et portant sur l'octroi de treize subventions. Aucun des groupes subventionnés ne possédait un bureau dans une de ces provinces. Toutefois, plusieurs d'entre eux offrent des services aux consommateurs habitant ces provinces, notamment l'Allergy Information Association, l'Association des consommateurs du Canada et Transport 2000. Au moment de la publication du communiqué de presse, les demandes faites par les organismes situés dans les provinces susmentionnées ne répondaient pas aux critères du programme de subventions.

3. Des communiqués de presse nationaux relatifs au programme de subventions-consommateurs sont publiés régulièrement.

4. Aucune association bénévole de consommateurs de la circonscription de Moncton n'a fait une demande officielle de subvention.

### L'EMPLOI DES CHEFS DE CABINET ET ADJOINTS SPÉCIAUX

#### Question n° 2790—M. McKinnon:

Par ministère, quel est le nom des personnes employées comme chef de cabinet et adjoint spécial du ministre depuis le 31 décembre 1972 et a) lesquelles remplissaient une fonction quelconque au gouvernement le 31 décembre 1976, b) à la même date, quels étaient leurs (i) poste (ii) rémunération?

**M. Ralph E. Goodale (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé):** En ce qui a trait aux noms de ceux employés comme chef de cabinet et adjoint spécial du ministre depuis le 31 décembre 1972, voir les réponses aux questions suivantes: n°s: 1028, déposée le 14 mai 1973; 42, déposée le 26 mars 1975; 518, déposée le 9 avril 1975; 1204, déposée le 30 juillet 1975. Il n'est pas possible de fournir les autres renseignements tels que demandés.

### LES CHANTIERS MARITIMES CANADIENS SUBVENTIONNÉS PAR LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE

#### Question n° 2794—M. Lambert (Bellechasse):

1. Au cours des trois dernières années, a-t-on fait appel aux chantiers maritimes canadiens subventionnés par le ministère de l'Industrie et du Commerce et, dans l'affirmative, a) quels pays, b) combien de navires y ont été (i) construits (ii) rénovés?

2. Des navires y ont-ils été rénovés par suite d'un accident et, dans l'affirmative, combien?